IDENTIFICATION	:Av/945 DU 30/04/94
DUREE	: 60 MIN.
QUALITE	: BONNE
TRANSMISSION	: RADIO RWANDA
DATE DE TRANSMISSION	: 1/02/2000
NOM DU TRANSCRIPTEUR	: ICYITEGETSE Drocella
NOM DU FICHIER	: 945.wpd
DICTAPHONE	: SANYO : BO - 760/19

FACE A

[Le passage suivant mis en italique est en Français dans le texte original]

... de la Belgique, mais ce que je peux signaler c'est que effectivement la... la Belgique a été observée pendant cette reprise des hostilités, et même après. Il a été observée au côté du... du FPR et a pris une part active dans les... dans les combats. Euh... nous avons saisi l'Organisation des Nations-unies pour que la Belgique puisse cesser de s'ingérer dans les affaires du Rwanda, et particulièrement cesse d'appuyer le F.P.R. Euh... nous pensons que ce problème pourra être réglé au niveau de... du Conseil de sécurité ou de l'Organisation des Nations-unies, mais si la Belgique veut que nous retirions notre plainte, le gouvernement devra examiner si c'est opportun de la retirer ou de demander l'intervention des Nations-unies.

- ***Orateur non identifié, journaliste de Radio Rwanda:***

S'agissant de l'assassinat du chef de l'Etat, Juvénal HABYARIMANA, est-ce que vous avez des preuves de l'implication des casques bleus belges ?

- *Pour le moment nous n'avons pas de...de preuves, de preuves comme telles, mais la MINUAR devra également fournir des explications, parce que c'est elle qui gardait l'a... l'aéroport, et donc qui avait en charge la sécurité de l'aéroport.*

Je peux également signaler au public que nous avons retrouvé les lance-missiles qui ont été utilisées dans l'assassinat du... du chef de l'Etat et ces lance-missiles sont de fabrication russe, donc il s'agira de remonter la filière pour connaître les auteurs de... de ces crimes.

Il est question maintenant de... que le gouvernement et le gouvernement c'est... a déjà pris position de désigner une commission internationale qui pourrait mener des enquêtes et voir toutes les preuves pouvant être disponibilisées afin de déterminer les responsabilités de ceux qui auraient commis ce crime. Donc, pour le moment nous ne pouvons pas di... nous ne pouvons pas pointer la Belgique du doigt, puisque ce sera les... ce seront les enquêteurs qui pourront l'éclaircir.

- *Monsieur le Ministre, Bruxelles que vous accusez d'avoir épousé d'une façon ou d'une autre la cause du Front patriotique rwandais, si Bruxelles manœuvrait pour vous faire imposer un embargo militaire ?*

- *Euh... je pense que il n'est pas question maintenant de ... parler de l'embargo*
- *, de l'embargo militaire, donc d'empêcher le Rwanda de s'approvisionner en armes, il faut plutôt penser à nous aider à cesser les hostilités et à discuter et à retrouver le calme dans ce pays. Donc si la Belgique devrait intervenir, elle devrait intervenir du côté du FPR pour que le FPR accepte les négociations en cours et que il y ait un cessez-le-feu et la Belgique pourrait, comme il a fait par le passé, intervenir dans les négociations, en fin que les deux parties puissent s'entendre sur les mécanismes de retour de la paix dans ce pays. Donc, si cette intervention qui serait bénéfique pour ce pays au lieu de penser directement au... à l'embargo militaire.*

(Intermède musical)

- **Orateur non identifié :**

... qu'ils viennent à la rescousse du gouvernement actuel, le gouvernement « abatabazi ».

- **Orateur : Eliézer Niyitegeka, Ministre de l'Information au gouvernement des *Abatabazi* :**

(Merci) Monsieur le préfet de me donner la parole. Mesdames, Messieurs les représentants des confessions religieuses, mesdames, messieurs les représentants des partis politiques au niveau préfectoral et communal, mesdames, messieurs les sous-préfets, mesdames, messieurs les bourgmestres et les conseillers, mesdames, messieurs les chefs de services, vous tous les

«*abatabazi*», je vous salue encore une fois en vous souhaitant la paix et la sécurité dans vos foyers, dans votre préfecture et dans notre pays. (Applaudissements).

Je vous salue en vous souhaitant la paix car elle nous manque ces derniers temps. Je vous souhaite la sécurité car, à y regarder de plus près, nous vivons dans une quasi insécurité. Je vous appelle des « *abatabazi* » car nous aimerions que vous nous aidiez tous. Le gouvernement a besoin de votre soutien. Le gouvernement actuel dirigé par le Premier ministre Jean Kambanda s'est donné le nom de « gouvernement des *abatabazi* ». Par conséquent le gouvernement a besoin de libérateurs, il crie au secours. Ceci se justifie par le fait que ce gouvernement a vu le jour dans des moments critiques, comme vient de le dire mon collègue qui a parlé au nom des partis politiques. Point n'est besoin de s'étendre sur les circonstances ayant conduit à la mise en place du gouvernement actuel, mais j'aimerais quand même dire quelque chose. Les médias étrangers, en l'occurrence les stations de radio font croire que le gouvernement actuel est composé de tueurs et ceux qui les écoutent répercutent ces informations sans faire de recoupement. Ils peuvent dire tout ce qu'ils veulent mais ce qualificatif ne collera jamais à notre gouvernement. Je vais vous dire pourquoi. Il est établi que l'ancien Chef de l'Etat rwandais, l'ancien Chef de l'Etat burundais et les membres de leurs délégations ont été assassinés le 6 avril et que le gouvernement actuel a été mis en place le 9 avril. Quel rôle le gouvernement actuel a-t-il joué dans cet assassinat pour qu'on puisse le taxer de gouvernement de tueurs ? Ces personnalités n'ont-elles pas été assassinées ? Au lieu de focaliser l'attention sur les assassins de ces personnalités et de les poursuivre, l'on incrimine le gouvernement mis en place le 9 après cet assassinat en le traitant de gouvernement de tueurs.

Après le décès de ces personnalités, les choses se sont gâtées dès cette nuit-là jusqu'au lendemain, le 7. Peut-être que la première vague de réfugiés est parvenue ici chez vous en date du 8. C'est en date du 9 que les membres du gouvernement actuel ont prêté serment. Et pourtant, n'y a-t-il pas eu des morts le 7 et le 8 ? Des personnes n'ont-elles pas été tuées ? Comment dès lors qualifier ce gouvernement de « gouvernement de tueurs » alors qu'il n'était pas encore en place à ces dates-là ? Pourquoi ne parle-t-on pas de ceux qui ont tué ces gens-là au lieu de parler d'un « gouvernement de tueurs » ? En ce qui me concerne, je participais à une ronde lorsqu'on m'a contacté. Je ne savais pas alors que j'allais devenir ministre. Je veillais pour assurer ma propre sécurité car l'ennemi avait attaqué le pays, les Inkotanyi qui se trouvaient au CND en étaient sortis et il y avait d'autres Inkotanyi partout dans la ville de Kigali. Lorsqu'ils ont attaqué, l'armée est intervenue pour défendre le pays et il nous a été demandé d'effectuer des rondes. Cela s'imposait vu la gravité de la situation. Pourquoi donc participais-je à cette patrouille ? Le faisais-je en attendant un poste au sein d'un gouvernement de tueurs ? D'autres membres du gouvernement ont été interpellés alors qu'ils vaquaient à d'autres tâches. Rwandaises, Rwandais, Excellences, chers frères et soeurs, nous vous prions de nous aider à combattre ce langage. Nous vous demandons de vous joindre à nous pour qu'ensemble nous combattions l'ennemi qui propage de tels propos dans l'intention de se disculper, alors qu'il a le sang sur les mains.

Le gouvernement a été mis en place le 9 avril. Deux jours plus tard, le 11 du même mois, le gouvernement a quitté la ville de Kigali et s'est installé ailleurs suite aux bombardements dont la ville était la cible. Si c'était le gouvernement qui perpétrait les tueries, pourquoi aurait-il fui ?

Comprenez-vous cela ? Dites-le moi, je vous le demande, qu'est-ce qui a poussé le gouvernement à fuir ? Qu'est-ce que c'est ? Comment peut-on dire qu'un gouvernement tue alors qu'il est pourchassé ? Qu'a-t-il fui alors ? Pourquoi ne s'interroge-t-on pas sur celui que le gouvernement a fui ? Avons-nous donc fui l'armée rwandaise, nos propres militaires ? Excellence Monseigneur, Excellences Mesdames et Messieurs, nous avons besoin de votre soutien. Notre gouvernement est un gouvernement de libérateurs et nous appelons au secours, venez à notre rescousse. Vous venez d'entendre le message du Premier ministre. C'est un message complet. Je vous encourage à le critiquer. Critiquez-le et dites les points avec lesquels vous n'êtes pas d'accord. Dites les points de ce message qui vous semblent difficiles à appliquer et faites passer vos critiques au gouvernement par notre biais, nous transmettrons. L'on se permet de déclarer : « je prendrai le contrôle de Kigali dans quarante huit jours, plutôt dans quarante huit heures ». Mais Kigali est peuplée de plus de 300 mille personnes ; 600 voire 1000 personnes ne sauraient en prendre le contrôle sans avoir exterminé sa population. Le pays possède une armée et un contingent de plus de 3000, 4000 ou 5000 militaires, est déployé dans la ville de Kigali. Comment peut-on prendre le contrôle de la ville de Kigali sans avoir préalablement éliminé ces militaires ? Et dites-vous bien qu'ils ne se laisseront pas faire puisqu'eux aussi sont armés et sont capables de défendre la ville. Je vous le demande maintenant, qui est tueur ? Le tueur est-il celui qui déclare : « dans quarante huit heures, je vous aurai tous exterminés » ou est-il celui ... celui qui ne sait pas comment se tirer d'affaires ?

Je le répète, notre gouvernement est un gouvernement des *abatabazi*, nous appelons au secours, venez à notre aide. Vous avez entendu le message bien que vous n'ayez pas tous pu le

noter intégralement ou mettre par écrit ses points essentiels. Cependant, nous sommes à l'époque de la modernité et, bien que cette dernière ait des ennemis qui la combattent en détruisant ses réalisations, je suis convaincu que dans cette ville de Butare, il y a au moins un petit photocopieur. Celui-ci peut servir à faire des copies du message du gouvernement qui vous a été envoyé par le Premier Ministre. Ainsi, chaque participant à cette réunion pourrait se procurer une copie de ce message. Que les évêques communiquent ce message à leurs fidèles pendant l'office liturgique pour qu'ils sachent que le gouvernement est à la recherche de la paix. Que les Bourgmestres le communiquent à leurs administrés. Nous avons jugé bon d'inviter les conseillers de secteur à cette réunion, puisqu'il est entendu que le bourgmestre ne peut pas être dans tous les secteurs au même moment. Chers conseillers ici présents, en attendant l'arrivée du bourgmestre dans votre secteur, réunissez les membres de la population et dites-leur ceci : « nous avons reçu un message du gouvernement des *abatabazi* qui fait appel à nous tous pour que nous lui venions en aide. » Vous dites, Monsieur le Président du Tribunal de première instance, que vous ne faites pas de la politique. On ne vous demande pas de faire de la politique. Tout ce qu'on vous demande, c'est de recevoir ce message et de l'afficher au tableau d'affichage du tribunal. Cela permettra au public de le lire et d'en prendre connaissance, en attendant l'ouverture des audiences. Que le procureur en fasse autant. Parmi les participants à cette réunion-ci, il y a des directeurs des établissements scolaires et des directeurs de centres de santé ; je vous exhorte à afficher ce message partout où cela est possible. Je vous exhorte à nous prêter main forte ou alors à nous sanctionner. J'exhorte les autorités militaires à afficher ce message partout où se trouvent les militaires et les gendarmes pour qu'ils puissent le lire. Serrons-nous les coudes pour barrer le passage à l'ennemi. Excellences mesdames et messieurs, notre souhait le plus cher est de voir la paix et la sécurité rétablies dans notre pays. Voilà le souhait du

gouvernement. Je me réjouis du fait que, normalement, adresser un message aux habitants de Butare, c'est comme prêcher à un converti ; c'est comme leur répéter quelque chose qu'ils savent déjà. Au moment où je vous parle, imaginez-vous le bonheur de la préfecture de Butare, elle qui a la chance de compter parmi ses ressortissants l'actuel Président de la République et le Premier ministre qui est le chef du gouvernement dont je parle. Et si la paix et la sécurité venaient à manquer dans la région natale du Président de la République et du Premier Ministre, dans votre région natale, dira-t-on de vous que vous voulez conserver la chance qui est la votre ou que vous ne le voulez pas ? A part la région natale du Président de la République et du Premier Ministre, les autres régions comptent aussi des ressortissants qui sont conscients que la paix doit régner chez eux. Dans ce meeting, nous sommes majoritairement chrétiens et il en est de même pour la quasi totalité des Rwandais. Si nous croyons vraiment en Dieu, l'un des commandements de Dieu n'est-il pas libellé en ces termes : « Tu ne tueras point » ? N'est-il pas ainsi libellé, Monseigneur ? (Rires) Ce commandement de Dieu n'est-il pas libellé en ces termes : « Tu ne tueras point » ? Et si nous sommes chrétiens, que l'évêque, le pasteur et le prêtre nous interdisent de voler ou de tuer et que nous sommes d'accord avec eux, que pouvons nous faire d'autre sinon d'observer ce commandement ? Nous devons l'observer en sauvegardant notre sécurité.

Voilà mon collègue, le Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage qui vient d'arriver ici, mais nous sommes porteurs du même message. Excellence Monseigneur, mesdames, messieurs les bourgmestres, vous tous ici présents, nous devons œuvrer ensemble pour enraciner l'observance de ce commandement. Qui nous interdira de voler ou de tuer ? Les autorités judiciaires ou le procureur nous l'interdiront-ils ? L'évêque, le pasteur et les autorités administratives nous

l'interdisent. Quelqu'un nous l'autorise-t-il ? Dans son message, le gouvernement nous demande de sauvegarder la paix dans nos foyers et dans tout le pays. Si personne n'a l'intention de tuer son prochain ou de porter atteinte aux biens d'autrui, alors la paix et la sécurité régneront. Si nous évitons de commettre ces deux infractions, qu'est-ce qui viendra troubler notre paix et notre sécurité ? Ainsi donc, presque toutes les mesures sur lesquelles nous aurions voulu débattre sont contenues dans cette lettre. Par ailleurs, d'autres mesures sont énoncées dans la lettre que Monsieur préfet vous a adressée et qui vous a été lue. Beaucoup de mesures ont été prises en vue de rétablir la sécurité et il ne reste qu'à les mettre en application de manière concrète. Excellence Monseigneur, j'espère que demain vous célébrerez la messe. Vous le ferez n'est-ce pas ? Pourquoi ne la lirez vous pas ? N'y a-t-il plus de chrétiens ? Invitez-les donc à venir assister à la messe. S'ils ne sont pas informés, faites passer un communiqué invitant tous les chrétiens du diocèse de Butare, adventistes, catholiques et protestants confondus, à reprendre le chemin des églises pour assister à la messe. Donnez-moi ce communiqué, je le transmettrai au service compétent. Que les gens se repentent des péchés qu'ils auraient commis , pourvu que la sécurité revienne.

Mesdames, Messieurs les bourgmestres, il existe des marchés dans vos communes respectives. Pourquoi la population n'y vient-elle pas vendre ou acheter des biens? Vous pouvez me répondre que c'est à cause de l'insécurité. Mais, pourquoi y a-t-il de l'insécurité ? Pourquoi les gens s'entre-déchirent-ils ? Je vous ai indiqué ce qui a été à l'origine de cet état de choses et NDUNGUTSE vous en a également parlé. C'est l'assassin de Habyarimana qui a mis le feu aux poudres. Quant à nous, nous sommes innocents, car nous ignorions où se trouvait la poudrière. Si ceux qui l'ont abattu se sont empressés de lancer des attaques, c'est qu'ils avaient tout un

programme. Ils comptaient prendre le contrôle de Kigali en l'espace de quarante huit heures et s'installer au pouvoir. Lorsque le gouvernement a été mis en place, les quarante huit heures s'étaient déjà écoulées et ils auraient pu installer leur pouvoir, comme ils l'avaient prévu. Les premières victimes étaient déjà tombées. Nous n'avons eu de cesse à essayer de rétablir la sécurité en empêchant aux gens de se livrer à des atrocités contre autrui. N'écoutez vous jamais la radio ? Que dit Radio Rwanda ? Nous avons fait diffuser ce message, mais nous avons jugé nécessaire de dépêcher dans les préfectures les membres du gouvernement et les représentants des partis politiques afin de vous demander de nous aider. Le gouvernement est là pour vous et vous nous avez promis votre soutien. Nous vous demandons de sauvegarder la paix et la sécurité pour tous les habitants du Rwanda, pour toute la population sous votre autorité. Le mal est fait, certains sont morts et d'autres ont perdu les leurs. Mais nous qui avons survécu, jusque à quand allons nous nous entre-déchirer ? Nous vous demandons sincèrement de faire la paix. Nous vous demandons de sauvegarder la paix et la sécurité. Monsieur le préfet m'a appris une bonne nouvelle tout à l'heure : les banques ont ouvert leurs portes et les membres de la population peuvent y retirer de l'argent pour acheter des provisions. C'est une bonne chose. Maintenant, pourquoi ne souhaitez-vous pas que votre prochain aille comme vous acheter des provisions ? Que les membres de la population se rendent aux marchés, que les marchés soient fréquentés! Nous connaissons maintenant l'ennemi et nous savons où se trouve le champ de bataille. Nous savons que l'ennemi est présent ici à l'intérieur du pays, nous savons qu'il a des complices même ici à Butare. Cependant, ne voyez pas en votre prochain un complice. Il peut ressembler à un complice sans en être un ! Et s'il vous arrivait de l'éliminer, cela ne serait-il pas injuste ? On dit que Dieu pardonne, mais je me demande s'il pardonnerait même à celui qui aurait pris la décision de tuer une personne humaine, de commettre des atrocités sur la personne d'autrui sans

se demander s'il n'est pas innocent. Si vous voyez un complice ou quelqu'un qui ressemble à un complice, si vous suspectez quelqu'un d'être complice, dénoncez-le aux autorités. Ces dernières détermineront s'il est complice en lui demandant s'il l'est ou pas. Ceci se fera sans que personne ne soit victime d'injustice. Que l'on tienne compte de toutes les caractéristiques de l'ennemi car elles sont connues, nous les avons déjà découvertes. Si vous constatez que quelqu'un est innocent, pourquoi vous en prendre à lui ? Est-ce pour la simple raison qu'il est Tutsi, Hutu, ou Twa ? Je vous en prie, Excellences, aidez-nous à faire en sorte que personne ne soit ciblé en raison de son appartenance ethnique ou régionale, de sa richesse ou de sa pauvreté, bref que personne ne s'en prenne injustement à autrui. Que l'on ne s'attaque pas à des innocents. Toutefois, je le répète, des agents de l'ennemi sont partout, des collaborateurs de l'ennemi existent. Par conséquent, ne soyez pas distraits car, même si nous disons que nous voulons la paix, il ne faut laisser aucun répit à un ennemi que vous avez déjà identifié. En revanche, faites attention pour ne pas vous tromper d'ennemi. Les collaborateurs de l'ennemi sont faciles à identifier puisque nous avons déjà découvert leurs caractéristiques. Soyez prudents et faites tout ce qui est en votre pouvoir pour que tout le monde retrouve la paix, pour que la paix et la sécurité soient rétablies dans le pays. Cela dit, certaines personnes peureuses peuvent se dire que, malgré le message du gouvernement, on peut s'en prendre à elles injustement. Tranquillisez-les. Détenteurs de l'autorité administrative, Excellences, tranquillisez les membres de la population pour qu'ils n'aient pas peur. Voilà pourquoi je vous demande de rouvrir les marchés pour que la population les fréquente. Que les hôpitaux ouvrent leurs portes, de même que les établissements scolaires, là où il y a encore des enseignants. Comment saurez-vous que tel établissement scolaire n'a plus d'enseignants si vous ne le rouvrez pas ? Rouvrez les établissements scolaires aux élèves. Je parle surtout des établissements primaires. Laissez les élèves venir à l'école et

vous saurez s'il manque un enseignant dans telle ou telle autre école. Ainsi vous pourrez en aviser les autorités compétentes pour qu'on cherche un remplaçant. L'inspection scolaire ne peut pas constater l'absence d'enseignants dans un établissement scolaire si celui-ci n'ouvre pas ses portes. Les centres de santé et les hôpitaux doivent rouvrir leurs portes, puisqu'autrement, on ne peut pas constater l'absence de médecins et d'infirmières. Les lieux de culte doivent rouvrir leurs portes pour que nous puissions nous rendre compte de l'absence ou de la présence des pasteurs ou des prêtres et que les autorités ecclésiastiques puissent procéder au remplacement des absents. Toutefois, ceux qui sont là doivent être en paix. Je vous prie de nous prêter main forte, nous en appelons à votre soutien. Ensemble, luttons contre l'ennemi.

Voyez-vous, vous pouvez décider d'agresser quelqu'un. Mais, supposons que cette personne que vous agressez est le petit frère d'un militaire se trouvant sur le champ de bataille. Si ce militaire apprend la mort de son petit frère pendant qu'il est dans le feu de l'action, son élan sera brisé. « Qu'est-ce que j'entends ; un tel est décédé? » Se demandera-t-il. Il ralentira absolument son élan car c'est un être humain. Savez-vous que certaines personnes volent non pas parce qu'ils sont prédestinés à voler mais par nécessité ? De grâce, venez à notre aide, nous demandons votre soutien. Venez au secours du gouvernement des *abatabazi* et soyez tous des *abatabazi* [libérateurs]. Faites circuler ce message sur vos collines et dans les établissements où vous travaillez. Sachez que nous sommes tous des *abatabazi*, que nous savons déjà qui est notre ennemi ; il s'appelle Inkotanyi. Les Inkotanyi ne se trouvent pas uniquement à Kigali et à Butare... plutôt, ils ne se trouvent pas uniquement à Ruhengeri et à Byumba mais également à Butare. Soyez attentifs, identifiez-les et ne recherchez qu'eux seuls. Ne vous attaquez pas à quelqu'un à cause de son ethnie, de sa beauté ou de sa laideur, de la petitesse ou de la grandeur

de sa taille, de sa richesse ou de sa pauvreté. Toute personne a le droit à la vie à l'exception de l'ennemi, pour la simple raison que c'est un ennemi. En peu de mots, comme je vous l'ai dit au début de mon discours, je ne faisais que vous répéter ce qui vous a déjà été dit. Par conséquent, j'espère que vous allez nous aider comme je viens de vous le demander. J'espère que, compte tenu de la teneur du message que le Premier ministre vous a adressé au nom du gouvernement, chacun d'entre vous veillera à se procurer une copie de ce message. Je ne dis pas que la préfecture a suffisamment de fonds pour fabriquer du papier puisque je crois connaître sa capacité budgétaire. Ce que je vous demande, c'est de vous entraider. Vous pouvez vous cotiser pour que chacun ait une copie de ce message qui n'est contenu, je crois, que sur quatre pages. Les directeurs d'établissements peuvent afficher ce message, ces pages, à la portée de tous tandis que les bourgmestres peuvent l'afficher aux bureaux communaux et les conseillers aux bureaux des secteurs. Ce faisant, ce message se répandra partout et le Rwanda retrouvera la normalité, le pays retrouvera la paix. En revanche, si cela n'est pas fait, si vous ne nous aidez pas, ne rejetez plus la responsabilité de cet état de choses au gouvernement car nous aurons tous notre part de responsabilité là-dedans. Nous le crions fort, nous venons de transmettre le message, nous vous confions ce message pour le transmettre, nous unirons nos forces. Nous n'admettrons plus que les gens parlent d'un gouvernement de tueurs, si vous restez les bras croisés alors que nous vous avons dit comment nous aider à lutter contre la criminalité. Nous partagerons la responsabilité. Si nous sommes reconnus coupables de massacres, nous dirons que nous ne sommes pas les seuls tueurs. En effet, NIYITEGEKA n'a tué personne, HABINEZA n'a tué personne non plus. De même, aucun ministre n'a tué. Cela dit, dire qu'il s'agit d'un gouvernement de tueurs, c'est ... [phrase inachevée]... je ne voudrais pas proférer des injures comme le font ce qui disent cela. Quoi qu'il en soit, Excellence Monseigneur, si jamais on nous poursuivait en justice, vous serez

aussi poursuivis car vous ne nous auriez pas aidés à rétablir la sécurité alors que je vous l'aurais demandé. Les bourgmestres et les conseillers de secteurs partageront ma responsabilité car je dirai : « A Butare, je leur ai demandé d'agir. Pourquoi n'ont-ils pas agi ? Allez donc leur demander de confirmer ou d'infirmer ce que je dis. » Et lorsqu'on viendra vous interroger, direz-vous que je n'ai rien dit ? Vous ne le pourrez pas car mon discours est en train d'être enregistré. Voilà donc le message, je vous prie de nous prêter main forte. Si le sang versé devait fertiliser nos terres, alors elles seraient fertiles. Mais au lieu de les fertiliser, je crois qu'il les rendra plutôt infertiles. Je vous en prie, aidez-nous à rétablir la paix dans ce pays et la sécurité chez vous.

Fin de la Face A.

FACE B

- **Orateur non identifié, journaliste de Radio Rwanda** :

... dans le cadre des échanges avec les membres de la population et surtout avec les autorités préfectorales sur l'état d'avancement du programme gouvernemental de rétablissement de la sécurité, le Premier ministre, Jean Kambanda, en compagnie du préfet de Gikongoro, Laurent Bucyibaruta, a visité hier la préfecture de Gikongoro. Il a tenu une réunion avec les chefs de services ainsi que les représentants des confessions religieuses et des partis politiques à Gikongoro. Notre confrère Hyacinthe Bicamumpaka nous en fait le reportage.

- **Orateur : Hyacinthe Bicamumpaka, journaliste de Radio Rwanda** :

Au cours de cette réunion qui a duré plus de quatre heures, les participants ont échangé les idées sur les causes de la guerre que nous vivons ainsi que sur les troubles qui ont suivi l'assassinat du Président Habyarimana. Celui-ci est décédé lorsque l'ennemi a abattu l'avion qui le ramenait de Dar-Es-Salaam où il était allé négocier la paix pour le Rwanda. Par ailleurs, ils ont examiné ensemble les conséquences des troubles qui ont suivi cet attentat. Dans l'ensemble, les participants à la réunion se sont félicités du rétablissement progressif de la sécurité dans Gikongoro suite à l'arrêt des massacres.

Prenant la parole, le préfet Laurent Bucyibaruta a présenté les hôtes à savoir le Premier ministre, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Daniel Mbangura, le

ministre de la Fonction publique, Prosper Mugiraneza, le ministre des Finances, Emmanuel Ndindabahizi, ainsi que Maître Karemera et le Docteur Donat Murego représentant respectivement le MRND et le MDR. Il a ensuite déclaré que la sécurité était bonne à Gikongoro suite aux mesures strictes qui ont été prises dont celle d'organiser des réunions dans toutes les communes. Cependant la perfection n'est pas de ce monde. En effet, il a fait état des inquiétudes des habitants de Gikongoro face aux conséquences de cette guerre qui commencent à surgir à Gikongoro. Entre autres conséquences, il a parlé de certaines maladies qui ne peuvent plus être soignées suite à la fermeture généralisée des centres de santé. Il a également fait état de la famine qui fait de plus en plus rage. Ceci est dû au fait qu'il n'y a plus d'échanges de biens et que les membres de la population s'entre-déchirent suite aux conflits latents..

Prenant la parole, après l'exposé de ces problèmes que connaît particulièrement la préfecture de Gikongoro, le Premier ministre, Jean Kambanda s'est dit fier de la préfecture de Gikongoro puisqu'elle s'est appliquée à mettre en pratique le programme du gouvernement. Ce programme consiste principalement à gouverner et administrer le pays avec rigueur mais surtout à rétablir la sécurité. Il a demandé à la population de Gikongoro de continuer à soutenir l'armée nationale dans sa lutte contre l'ennemi, à savoir le FPR-Inkotanyi et de ne pas s'attaquer aux innocents en confondant l'ennemi avec le voisin. Il a poursuivi son discours en ces termes :

- Orateur : Jean Kambanda, Premier ministre du Gouvernement des *Abatabazi* :

L'ennemi qui a attaqué le Rwanda est connu, c'est le FPR-Inkotanyi. Je vous demande donc d'expliquer aux membres de la population qu'ils doivent se garder de toute chose pouvant les

amener à s'entre-déchirer sur base des divergences ethniques, régionales, religieuses politiques, etc... En effet, les troubles au sein de la population ouvrent une brèche à l'ennemi. Je vais répéter ce que je viens de dire pour me faire bien comprendre: Ne confondez pas l'ennemi avec votre voisin, avec un Tutsi ou avec quelqu'un contre qui vous nourrissez un grief quelconque. Nous connaissons l'ennemi qui a attaqué notre pays, c'est le FPR-Inkotanyi. Voilà notre ennemi, celui que nous combattons. Comme nous l'avons déjà expliqué, le FPR a déployé des brigades à travers le pays, mais l'armée nationale a fait de son mieux pour le neutraliser. Ainsi donc, ne confondons pas le FPR-Inkotanyi avec notre voisin ou avec un membre de telle ou telle ethnie. Le FPR a des objectifs précis et une armée et c'est cette dernière que nous combattons sur le champ de bataille.

- **Orateur : Hyacinthe Bicamumpaka :**

Dans son discours à la population de Gikongoro, le Premier ministre a abordé un autre point, à savoir la réaction du gouvernement rwandais à la proposition du FPR sur le cessez-le-feu. Il a déclaré ce qui suit :

- **Orateur : Jean Kambanda :**

Dans les négociations sur le cessez-le feu, notre position est la suivante : Pour que les hostilités cessent, le FPR doit d'abord regagner les positions qu'il occupait avant qu'il ne viole les accords de cessez-le-feu. Vous savez qu'il y avait une zone contrôlée par le FPR et une zone démilitarisée. Nous demandons donc que le FPR ordonne à ses éléments de regagner la zone

qu'il occupait en décembre, avant le déploiement de son bataillon à Kigali. C'est là l'une des conditions préalables pour que nous puissions accepter d'arrêter les hostilités, de mettre un terme à la guerre et de commencer les négociations.

Par ailleurs, vous savez que ces derniers temps le FPR a commis des massacres dans la zone sous son contrôle. Ceci est suffisamment rapporté par les médias, mais ceux qui suivent les informations sur les ondes des radios étrangères ne peuvent pas le savoir puisqu'elles n'en parlent pas. En revanche, selon les informations qui nous parviennent, le FPR aurait déjà massacré environ 30.000 personnes dans les région suivantes : La région de Ruhengeri : dans les cummunes de Nkumba, de Cyeru, de Nyamugari et de Butaro, la région de Byumba, la région de Kibungo où ses éléments sont déjà présents ainsi que la région de Kigali. Le FPR tue partout où il passe. C'est pourquoi nous lui demandons de mettre un terme à ses massacres pour que la guerre puisse s'arrêter. Le FPR doit arrêter de commettre des massacres sur son passage. Nous avons des preuves tangibles qui montrent que le FPR continue de massacrer des citoyens rwandais innocents sur son passage. Nous lui demandons de faire rentrer dans leurs positions les 600 militaires qu'il a déployés à Kigali. Le FPR doit ramener ces militaires dans la zone qu'il contrôle car nous estimons qu'ils n'ont rien à faire à Kigali. Ces militaires étaient censés assurer la protection des dirigeants des Inkotanyi qui devaient participer aux institutions qui étaient projetées. Du moment que, de toute évidence, l'heure n'est pas à la mise en place de ces institutions, le FPR devrait rappeler ses militaires de la ville de Kigali et les redéployer dans ses positions en attendant que ces institutions soient mises en place.

- **Orateur : Hyacinthe Bicamumpaka :**

Les participants à la réunion ont posé beaucoup de questions au Premier ministre. Leurs principales questions étaient axées sur les points suivants : La possibilité de distribuer des armes à la population pour lui permettre de se défendre contre l'ennemi, les échanges de biens entre les régions et la situation sur front militaire.

S'agissant de la situation qui prévaut sur front militaire, le Premier ministre a déclaré que bien que la victoire soit certaine, il est nécessaire de négocier. Il a demandé au peuple rwandais de n'accorder aucun crédit aux rumeurs propagées par les Inkotanyi selon lesquelles ils occuperaient déjà une grande partie du territoire national. Il l'a dit en ces termes : « Il s'agit là d'une stratégie des maquisards visant à faire peur aux Rwandais. Nous avons tout le matériel nécessaire, les Inyenzi n'ont pas plus de militaires que nous et les Rwandais sont plus que jamais unis. » Néanmoins, il a conclu son discours en disant que les violences doivent cesser dans tout le pays et que les citoyens doivent se garder de tout ce qui peut les diviser. Il a ajouté que la population devrait plutôt se mettre au travail et que les activités de production devraient reprendre dès lundi, partout où cela est possible.

- **Orateur non identifié : Journaliste de Radio Rwanda :**

... qu'ils arrêtent immédiatement les combats et prennent la voie des négociations. Dans son discours diffusé sur les ondes de La Voix de l'Amérique, le Président Bill Clinton a déclaré que la reprise des hostilités au Rwanda a fait peur à la communauté internationale. Il a déclaré que son pays soutenait les médiateurs qui tentaient de trouver une solution au problème rwandais. Il

a ajouté que les Etats Unis d'Amérique étaient disposés à contribuer au rétablissement de la paix au Rwanda.

[*Intermède musical*]

[Le texte suivant mis en italique est en Français dans le texte original]

- **Orateur : Gilbert Rwamatwara, journaliste de radio Rwanda :**

La campagne de pacification se poursuit. Des délégations gouvernementales sillonnent le pays pour trouver avec les responsables locales les voies et moyens de réinstaurer le calme dans tout le pays, le calme perturbé par l'assassinat du chef de l'Etat, Son Excellence le général major Juvénal Habyarimana et la reprise des hostilités à l'initiative du F.P.R. C'est ainsi que le premier ministre, monsieur Jean Kambanda était hier à Gikongoro. C'est un reportage de hyacinthe Bicamumpaka.

- *Orateur : Hyacinthe Bicamumpaka, journaliste de Radio Rwanda :*

La réunion s'est appesantie sur la sécurité et les mesures prises pour rétablir l'ordre et la sécurité en préfecture de Gikongoro. Force est de constater ainsi que l'a déclaré le préfet Bucyibaruta Laurent que les massacres ont été enrayés et que la réconciliation n'est plus un rêve. Ce qui inspire plutôt la crainte de la population de Gikongoro, ce sont les répercussions, résultant des violences ces derniers temps. Il vous souviendra que ces violences est le résultat de

l'attentat contre l'avion présidentiel qui a coûté la vie au président Habyarimana et à ses proches collaborateurs le 6 avril dernier. Les conséquences les plus redoutées sont notamment la famine inexorable qui est devenue endémique dans cette préfecture, surtout ces derniers temps où les problèmes d'échanges entre régions sont accrus.

Prenant la parole, le premier ministre a porté à la connaissance du public les mesures prises par le gouvernement pour arrêter les massacres et restaurer un climat viable entre les Rwandais. Parmi ces mesures, il convient de signaler la descente sur le terrain pour que les responsables sensibilisent la population sur le bien fondé de la réconciliation et la réouverture des services publics, pour que le pouvoir judiciaire puisse sévir aux contrevenants et aux récalcitrants. Ce qui pourrait décourager la criminalité.

Le premier ministre est revenu encore sur les conditions imposées par le F.P.R. pour un cessez-le-feu préalable aux négociations entre les deux parties antagoniques, en rappelant que le gouvernement rwandais ne s'oppose pas à ce qu'il y ait un cessez-le-feu, mais que le F.P.R. doit cesser les massacres perpétrés dans la zone qu'il contrôle. Que les belligérants réoccupent leurs positions d'avant la guerre et que la... le bataillon qui devait assurer la sécurité des officiels du F.P.R. qui ne sont plus logés au palais du C.N.D. retourne à Mulindi.

Parmi les questions posées par l'assistance figure notamment la défense civile, la reprise de la vie économique et la situation militaire du moment.

Pour rassurer la population, le premier ministre a déclaré que nos forces militaires maintiennent leurs positions et que la victoire est certaine. Cependant, a-t-il conclu, il faut que les troubles cessent pour reprendre les négociations avec le F.P.R.

-Orateur : Gilbert Rwamatwara :

Bill Clinton a appelé hier les deux parties belligérantes du Rwanda à un cessez-le-feu immédiat et à retourner à la table des négociations. Il a réaffirmé que les Etats Unis sont prêts à participer à un nouveau processus de négociation pour instaurer une paix durable dans le pays. Voilà donc, il est...

- **Orateur : Aimable Sibomana, journaliste de Radio Rwanda :**

... font preuve de bravoure dans la sauvegarde de l'intégrité du territoire national. Dans la région de Kibungo, les inkotanyi ont commencé à empêcher les membres de la population de fuir tout en les massacrant. Ces actes constituent des violations des droits de la personne humaine.

[...]

Hier à Gikongoro, le Premier ministre, Jean Kambanda, s'est exprimé sur le fait que l'on ne doit pas confondre de le F.P.R. - Inkotanyi avec des personnes de telle ou telle autre ethnie.

Le Président des Etats Unis d'Amérique, Bill Clinton, demande la cessation immédiate des hostilités au Rwanda et la reprise des négociations de paix.

Le 1er mai, le monde entier célèbre la journée du travail. Le Rwanda commémore aujourd'hui cette journée alors qu'il se trouve dans une situation de guerre et que les activités de production se sont arrêtées partout dans le pays suite à l'insécurité. Dans ce journal, nous vous diffuserons le discours du Secrétaire général intérimaire de la CESTRAR, Monsieur Aloys RUKEBESHA.

[Intermède musical]

Sur le front militaire, Kigali connaît une relative accalmie et les forces armées nationales continuent à mener des opérations de ratissage en vue de débusquer les Inkotanyi.

Par ailleurs, les Inkotanyi bombardent sporadiquement et aveuglement la ville de Kigali de façon que leurs bombes font des victimes parmi les civils innocents.

L'armée rwandaise est toujours aux prises avec les forces du F.P.R.-Inkotanyi à Ruhengeri, plus particulièrement dans la commune de Nkumba et dans la sous-préfecture de Kirambo.

Sur le front de Rulindo, l'armée rwandaise continue de faire preuve de bravoure en repoussant les Inkotanyi.

A Kibungo, les Inkotanyi se sont mis à empêcher la population de fuir et à la massacrer. Ceux qui ont échappé aux massacres perpétrés par les Inkotanyi, surtout dans la région de Kibungo, ont traversé la frontière pour se réfugier en Tanzanie. Beaucoup de personnes sont déjà parties en exil. Dans une conférence de presse tenue hier, le ministre de la Défense, Monsieur Augustin BIZIMANA, a déclaré, sur base des statistiques d'avant hier, que le nombre de réfugiés était d'environ 300.000. Selon les estimations du HCR, Haut Commissariat des Nations Unies pour

les Réfugiés, environ 500.000 Rwandais se sont réfugiés en Tanzanie au cours de ces trois derniers jours.

En outre, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés affirme que les réfugiés sont pour la plupart des Hutus qui fuient les Inkotanyi. Par ailleurs, le HCR a déclaré que c'est la première fois de son histoire qu'il observe un aussi grand flux de réfugiés en si peu de temps. Le HCR a également déclaré que le fait d'empêcher les gens de fuir alors qu'ils sont en danger de mort, comme le F.P.R. a commencé à le faire, est une violation des droits de l'homme et des conventions internationales qui garantissent aux individus le droit de se réfugier dans un endroit où ils estiment que leur sécurité sera garantie.

Nous allons maintenant suivre le discours du Secrétaire général intérimaire de la CESTRAR, la Centrale Syndicale des Travailleurs du Rwanda, à l'occasion de cette journée du travail. Ecoutons-le :

- **Orateur : Aloys Rukebesha, Secrétaire général a.i., CESTRAR :**

Chers syndicalistes regroupés au sein de la Centrale Syndicale des Travailleurs du Rwanda, CESTRAR, chers concitoyens travailleurs, chères autorités nationales, chers employeurs,

chaque 1er mai, nous avions pris l'habitude de nous rassembler à un endroit donné, dans les communes ou dans les préfectures où nous exerçons nos professions pour célébrer la valeur du travail et du travailleur. Cette année-ci, alors que nous commémorons aujourd'hui la journée du travail, nous nous trouvons dans une situation très critique suite à la reprise de la guerre par le F.P.R. en date du 7 avril. Cette guerre a non seulement entraîné l'arrêt de toutes les activités de

production dans le pays mais elle a aussi causé des dégâts matériels aux infrastructures abritant divers services.

La guerre a repris quelques heures après que des criminels ont assassiné le Chef de l'Etat, Son Excellence le Général Major Juvénal Habyarimana. Prions tous pour que Dieu le reçoive parmi ses bienheureux.

Chers syndicalistes membres de la CESTRAR, il est vrai que, suite à la guerre, nous ne pouvons plus exercer nos fonctions respectives. Cependant, la tâche qui nous occupe maintenant est de rétablir la sécurité dans notre pays. Alors que nous luttons pour sauvegarder la souveraineté de la République Rwandaise, nos problèmes déjà épineux se sont aggravés. Toutefois, ne nous décourageons pas, mais continuons à joindre nos efforts à ceux des autres citoyens à tous les niveaux ainsi qu'à ceux des organes du pouvoir pour remettre notre pays sur les railles le plus vite possible. Parmi les problèmes qui nécessitent une solution urgente figure celui de l'arrêt des activités de production. Nous aimerions que, petit à petit, ces activités reprennent partout où cela est faisable et que l'interaction entre les différents services puisse reprendre son cours normal car aucun service ne se suffit à lui seul.

Deuxièmement, nous devons nous joindre aux autorités et aux bienfaiteurs pour aider les déplacés de guerre dispersés partout dans le pays à réintégrer leurs biens le plus tôt possible, comme le souhaite le gouvernement.

Troisièmement, le problème de pénurie des biens de première nécessité, doublé de la fermeture des marchés, continue à se poser avec acuité à la population et a fortiori à tous les travailleurs

qui doivent leur survie à leurs salaires. C'est pourquoi j'en appelle aux dirigeants de la CESTRAR, où qu'ils soient, de tout faire, en concertation avec les autorités locales et en collaboration avec les autres membres de la population, pour trouver une solution à ces problèmes urgents.

Chers syndicalistes adhérents de la CESTAR, chers travailleurs, en ce jour, le monde entier célèbre 75 ans d'existence de l'Organisation Internationale du Travail. Cette dernière est affiliée à l'Organisation des Nations Unies et notre pays en est membre. Elle a été créée en 1919, après la première guerre mondiale qui venait de ravager le monde entier pendant cinq ans et de paralyser toutes les activités de production. Cette organisation a été créée à l'initiative des travailleurs du monde entier pour servir de forum aux dirigeants, aux employeurs et aux travailleurs. Une structure tripartite est créée au niveau de chaque pays en guise de pendant de l'organisation. En ce qui nous concerne, nous avons aussi milité, depuis longtemps, pour l'instauration d'une telle structure au Rwanda. Nous continuerons à réclamer que cette dernière soit instaurée, afin qu'elle nous serve de cadre où nos problèmes peuvent être débattus et résolus avant qu'ils ne se compliquent. En outre, nous demanderons à l'Organisation Internationale du Travail de nous aider à redresser la production dans notre pays. D'ailleurs cela rentre dans ses attributions.

Chers syndicalistes adhérents de la CESTRAR, chers travailleurs, chers frères, je vous réitère ma demande de soutenir le pouvoir en place qui cherche à rétablir la paix dans ce pays. Soutenons notre gouvernement, prêtons lui main forte dans sa quête de solutions à nos problèmes, surtout celui de la guerre qui a repris. Nous devons surtout encourager le gouvernement rwandais et le

F.P.R. à se remettre sur la table de négociation et à négocier avec franchise afin de résoudre définitivement ce problème qui constitue un obstacle pour nous et qui freine le développement de notre pays.

Camarades travailleurs, je ne ferai pas un long discours aujourd'hui, car si tout va bien, nous aurons une autre occasion de vous présenter des chroniques en nous basant sur vos doléances et suggestions. Néanmoins, j'aimerais vous demander encore une fois de vous joindre aux autres membres de la population pour ramener la paix dans notre pays. Cela nous permettra de reconstruire notre pays dans la vérité, l'amour et la tolérance.

- **Orateur : Aimable Sibomana :**

C'était Monsieur Aloys RUKEBESHA, Secrétaire général intérimaire de la CESTRAR, Centrale Syndicale des Travailleurs du Rwanda, qui s'exprimait à l'occasion de cette journée du travail. Cette journée est célébrée aujourd'hui alors que notre pays, le Rwanda, vit des moments difficiles suite à la guerre.

[Le texte suivant en italique est en Français dans l'original]

[Indicatif du journal parlé en Français]

- ***Orateur : Gilbert Rwamatwara :***

Bon après-midi et bienvenus à l'écoute et voyons tout d'abord les titres.

La campagne de pacification se poursuit, des délégations gouvernementales... c'est actuellement un véritable génocide dans le sud-est du pays, avec des massacres sélectifs contre les Hutus. Il a même fermé la frontière avec la Tanzanie pour empêcher les populations de fuir en fin de les tuer.

Journée de... heureusement pas célébré au Rwanda, vous aurez une déclaration du secrétaire général de la Centrale syndicale des travailleurs du Rwanda. Et puis en Afrique du sud, dépouillement des bulletins de vote, on en est à un septième de tous les bulletins, l'ANC vient largement en tête. Voilà pour les titres.

(Intermède musical).

Kigali, un calme relatif règne toujours, les forces armées rwandaises procèdent encore à l'opération de ratissage. Les Inkotanyi continuent de pilonner la capitale et n'importe où et ses obus tombent même sur les populations civiles innocentes.

A Ruhengeri, les forces armées rwandaises sont également aux prises de l'ennemi, surtout dans la commune de Nkumba et dans la sous-préfecture de Kirambo. Là, l'ennemi tente de percer, mais en vain.

Du côté de Rulindo, les forces armées rwandaises repoussent vaillamment l'ennemi qui ne tardera pas à plier bagage honteusement. Mais à Kibungo, c'est une désolation, les combattants

du F.P.R. sèment la panique dans la population. Ils massacrent tout sur leur passage du vieux au bébé. C'est pourquoi l'on observe depuis ces derniers jours un déplacement très massif de la population vers la Tanzanie. La population fuit justement ce génocide du F.P.R, et surtout un génocide sélectif, car ce ne sont surtout que les Hutus qui sont visés. D'après le H.C.R. environ 500.000 réfugiés se trouvent en Tanzanie dans ce... dans ces der... dans ces derniers trois jours. Le H.C.R. déclare que c'est la première fois qu'il enregistre un nombre aussi grand de réfugiés dans un tel laps de temps.

Le H.C.R. dénonce ces exactions du F.P.R. qui empêchent les populations de fuir pour les tuer froidement. Cette attitude, ajoute le H.C.R., va à l'encontre du respect des droit de l'homme et la convention internationale garantissant la liberté de la personne de se réfugier à l'endroit où sa vie est en sécurité.

Le F.P.R. qui se pose en libérateur devrait apprécier à sa juste valeur cette inimi... inimitié que témoigne à son encontre ce flux inédit de populations civiles qui s'amplifie à mesure que le F.P.R. gagne du terrain. Si le F.P.R. ne s'illustrait pas par l'élimination systématique des civils, l'exode des populations n'aurait pas atteint des proportions aussi alarmantes, obligeant ainsi la communauté internationale à se mobiliser en faveur d'une population qui jusqu'à hier encore parvenait à subvenir à ses propres besoins.

Il est à noter que le F.P.R. dans son initiative de reprendre les hostilités est visiblement soutenu par des pays étrangers, notamment et surtout l'Ouganda et la Belgique.

Le 1er mai et chaque année à cette date, la communauté internationale célèbre la fête du travail. Mais les travailleurs rwandais n'ont malheureusement pas la possibilité de la célébrer, vu la situation dans laquelle le pays se trouve. Le F.P.R. a tout gâché. Mais nous vous proposons quand même de suivre une déclaration du secrétaire général intérimaire de la Centrale syndicale des travailleurs du Rwanda, monsieur Aloys Rukebesha, déclaration relative à cette journée.

(Musique)

- ***Orateur : Aloys Rukebesha***

... adhérents au système syndical de la CESTRAR, chers amis travailleurs, autorités nationales, chers employeurs,

Aujourd'hui, 1er mai est une date de la fête du travail, date que nous célèbrions normalement chaque année dans nos diférentes communes, dans nos differentes entreprises. Nous célébrions le 1er mai et nous le célebrons toujous pour nous rappeler la valeur du travail et du travailleur. Mais cette année-ci, le 1er mai tombe au moment où notre pays a des difficultés graves dues à la reprises des hostilités armées lancées par le F.P.R. le 7 avril dernier. Depuis la relance des hostilités, le travail a cessé dans notre pays presque partout. Et ce grave danger que nous courons actuellement, nous est arrivé à un moment encore très grave, car la reprise des hostilités est venue au moment même où nous venions de perdre le chef de l'Etat, le général major Habyarimana Juvénal, assassiné par des individus que le pays recherche encore. Nous

demandons au Bon Dieu de recevoir le chef de l'Etat assassiné ignominieusement, ignominieusement par les fauteurs de troubles.

Chers amis adhérents à la CESTRAR, bien que dans notre pays le travail soit arrêté par les hostilités armées, nous avons de toutes les façons un devoir national d'aider la nation à retrouver la paix, par nos efforts d'encadrement et des chan... d'échange d'idées à travers le pays, de façon que la population continue à retrouver la paix par son effort.

A l'occasion de cette fête du travail, nous célébrons également le 73e anniversaire de l'organisation internationale du travail, et c'est ainsi qu'au nom de la Centrale Syndicale des Travailleurs du Rwanda ; CESTRAR, il m'est un devoir de faire encore une fois un appel à tous nos adhérents pour qu'ils soutiennent les efforts du gouvernement pour la pacification du pays endeuillé par la reprise de ces hostilités armées que nous venons de rappeler.

Pendant ces moments difficiles, le chemin vers la paix a été barré par l'intolérance. Nous faisons appel au Gouvernement rwandais et au Front patriotique rwandais pour la relance des négociations franches pour la paix nationale.

Nous lançons aussi notre appel à la communauté internationale, notamment à l'Organisation internationale du travail, à tout le système des Nations-unies, ainsi qu'aux pays amis pour qu'ils fassent un effort de pression sur le F.P.R. pour qu'il accepte les négociations entre lui-même et le gouvernement rwandais afin de retrouver la paix et da... de nous engager résolument sur la voie de la démocratisation de notre pays.

Chers amis travailleurs adhérents à la CESTRAR, je vous demande encore une fois d'aider vos camarades partout où vous êtes dans le pays pour que notre pays continue à rechercher la voie de paix, seule garant du développement et du progrès.

Je vous remercie. A la prochaine occasion.

- **Orateur non identifié :**

... (inaudible)... Tout d'abord, je voudrais vous remercier d'être venus nombreux à cette réunion. En fait, le message que nous avons à vous transmettre aujourd'hui se résume en deux points quasi identiques puisqu'ils convergent sur le rétablissement de la paix dans ce pays.

Le premier point concerne la lettre circulaire que nous avons adressée à tous les préfets et qui contient des instructions à appliquer dans les circonstances actuelles afin de rétablir la sécurité dans le pays et d'aboutir à la reprise des activités de production. Nous vous félicitons, vous les citoyens de la préfecure de Gikongoro, puisqu'au lieu d'attendre que l'on vous donne des instructions, vous avez vous-mêmes pris certaines mesures pour rétablir la sécurité dans votre préfecture.

Le deuxième point est relatif au message que nous avons adressé au F.P.R.-Inkotanyi hier. Dans ce message, nous lui avons demandé de suivre notre exemple en arrêtant les hostilités, en

renonçant à la guerre et en prenant le chemin de la paix. Je vous ferai part de ce message aussi en bref.

Le message que nous avons adressé aux préfets renferme des instructions relatives au rétablissement de la sécurité dans le pays. J'ai lu ce message à la radio, mais je vais vous le lire également afin que vous puissiez nous demander des éclaircissements ou nous faire des suggestions y relatives. Ensuite, nous tenterons de répondre à vos questions ou de mettre en application vos suggestions. Laissez-moi vous dire que, conformément à la décision du conseil des ministres, ce message de pacification du pays est délivré par une délégation comprenant les membres du gouvernement et les dirigeants des partis politiques qui ont mis en place ce gouvernement. Ainsi donc, l'un des dirigeants de ces partis politiques vous adressera un message de pacification. Je ne parlerai pas en son nom puisqu'il est là.

Comme le préfet l'a dit et comme nous l'avons dit à plusieurs reprises par la voie des ondes, il vous souviendra qu'en date du 6 avril de cette année 1994, l'avion qui transportait notre Chef d'Etat, Son Excellence le Général Major Juvénal HABYARIMANA, le Président Burundais, Son Excellence Cyprien NTARYAMIRA ainsi que les membres de leurs délégations a été abattu par des criminels. Ils rentraient alors de Dar-Es-Salaam en Tanzanie où ils étaient allés participer à un sommet visant le rétablissement de la paix dans notre sous-région. En violation des accords de paix d'Arusha, le F.P.R.-Inkotanyi a repris les hostilités en attaquant les positions des Forces Armées Rwandaises. Au même moment, les éléments du F.P.R. chargés de la protection des dignitaires Inkotanyi sont sortis du C.N.D., leur lieu de cantonnement, se sont déployés dans la ville de Kigali et se sont mis à perpétrer des tueries et à vouloir prendre le contrôle des camps des Forces Armées Rwandaises.

La nouvelle macabre de l'assassinat du Président de la République ainsi que celle de la reprise des hostilités par le F.P.R. se sont vite répandues dans le pays. Des troubles ont immédiatement éclaté partout dans le pays faisant beaucoup de dégâts humains et matériels et obligeant certains citoyens à abandonner leurs biens. Après ce malheureux événement, les Forces Armées Rwandaises sont allées à la rencontre de l'ennemi et ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour assurer la sécurité des biens et des personnes. Après constaté le décès du Président de la République ainsi que celui du Premier ministre emporté par les troubles, les partis politiques qui étaient représentés au gouvernement, à savoir le MRND, le MDR, le PL, le PSD et le PDC se sont vite réunis pour voir ensemble comment sortir le pays de l'impasse créée par la disparition de ses hautes autorités. En vertu de l'article 42 de la constitution de la République Rwandaise du 10 juin 1991, le Président du Conseil National de Développement a immédiatement assuré l'intérim du Président de la République. C'est donc le Docteur Théodore SINDIKUBWABO qui est devenu Président de la République. Il a par la suite nommé un Premier ministre, en la personne de Jean Kambanda. Celui-ci a transmis au Président de la République la liste des membres de son cabinet, après concertation... [interruption]

FIN DE LA FACE B